

DEMANDE D'AUTORISATION D'OUVRIR UN DÉBIT TEMPORAIRE

Monsieur le Maire,

Je, soussigné(e) (1) Remy LE COZANET, retraité, coordinateur de l'organisation de la chorale de la paroisse de Saint-Martin

ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'autoriser à établir un débit de boissons temporaire à (2) la Salle des fêtes de Saint-Martin d'Auxigny

du Dimanche 23 février 2025 au Dimanche 23 février 2025, à l'occasion de (3) la chorale paroissiale (12h00 - 19h00)

Le 12 décembre 2024

Signature



Nombre d'autorisations déjà obtenues dans l'année : zéro
(Maximum 10 pour associations sportives, 2 pour manifestations agricoles, 4 pour manifestations touristiques. Article L.3335-4 du Code de la Santé Publique)

DÉBIT DE BOISSONS
 1^{er} GROUPE
 3^{ème} GROUPE
(Article L. 3334-2 du Code de la santé publique)

- (1) Nom, prénoms, profession, domicile (éventuellement : fonction au sein de l'association sportive ou des manifestations à caractère agricole ou touristique).
- (2) Indiquer l'emplacement
- (3) Indiquer le motif : foire, vente de charité, fête, etc.

ARRETE DU MAIRE

2024 A 136

Le Maire de la Commune de Saint Martin d'Auxigny
Vu la demande ci-dessus,
Vu l'arrêté de M. le Préfet sur la police des lieux publics, pris en application des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la Santé Publique,
Vu les articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4 et L. 2542-8 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles L. 3331-1, L. 3334-2, L. 3335-4 et L. 3341-4 du Code de la Santé Publique,
Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiant les articles L. 3322-9, L. 3342-1 et L. 3353-3 du Code de la Santé Publique,
Vu la loi n° 2011-267 du 4 mars 2011,
Vu la loi n° 2011-302 du 22 mars 2011,
Vu l'arrêté du 24 août 2011,

Arrête :

Article 1^{er} : M. LE COZANET Remy est autorisé(e)

à ouvrir un débit exceptionnel et temporaire de boissons <u>3ème</u> Groupe	{	le <u>23/02/2025</u> le le le le	}, jusqu'à <u>19</u> heures
--	---	--	-----------------------------------

à (1) la Salle des fêtes Communale

Article 2 : Dans le cas où la fermeture du débit de boissons à consommer sur place intervient entre deux heures et sept heures, M. LE COZANET Remy est tenu(e) de mettre à disposition du public, les dispositifs chimiques ou électroniques certifiés, permettant le dépistage de l'imprégnation alcoolique (art. L. 3341-4 du Code de la Santé Publique).

Copie de cette présente autorisation sera adressée à la gendarmerie.

La présente autorisation devra être présentée, sur leur demande, aux agents de l'autorité.

En Mairie, le


Fabrice COLLET
 Exemptaire destiné au demandeur

(1) Préciser le lieu envisagé de l'ouverture du débit.